

Intervention CGT CU au Conseil Communautaire du 06/04/23

Depuis le 7 mars 2023, de nombreux agents de la Communauté Urbaine ainsi que d'autres territoriaux des communes alentours, manifestent leur désaccord contre la mise en place d'un système de retraite qui va leur faire perdre 2 ans, au mieux, de vie libre, avec leur famille, leurs petits-enfants et dans un état à peu près correct car oui, le travail use tant physiquement par sa pénibilité que mentalement par les conditions dans lesquelles nous l'exerçons.

Cette réforme injuste et inégalitaire n'est justifiée que par des mensonges du gouvernement qui est à la botte d'un capitalisme cannibale qui ne pense que profits sur le dos des travailleurs mais aussi sur le dos de la planète au mépris des générations futures.

Sans discontinuité, ces courageux grévistes n'ont eu de cesse d'être présent sur le piquet de grève du CETCO pour faire comprendre au gouvernement que cette réforme : ils n'en voulaient pas ! Tout comme 93% des actifs, tout comme l'ensemble des organisations syndicales, tout comme plus de 70% du peuple Français qui, si nous étions en démocratie, serait entendu.

Depuis ce jour, aucun contact n'a eu lieu entre l'administration et les agents présents sur le piquet de grève alors même que certains cadres venaient nous filmer tous les matins, en voiture, sans s'arrêter car nous devons être trop menaçant surement !

Pour seule réponse, ces agents n'ont eu droit qu'à une attaque des CRS, autorisé par leur employeur Edouard Philippe à pénétrer et à violenter des agents alors même qu'ils étaient pacifistes et se trouvaient dans l'enceinte de leur lieu de travail. Un collègue fût même emmené au poste, sans justification car libéré quelques heures seulement après son arrestation.

Cette erreur, de notre employeur, ne fit qu'embraser le mouvement social en cours et redonna encore plus de courage aux agents présents et ce pendant plus de 4 semaines.

Vendredi dernier, la police était de nouveau présente pour interdire le piquet de grève, pour interdire aux agents non-grévistes de pénétrer sur leur lieu de travail, pour interdire à quiconque de marcher dans la rue, pour interdire de lutter, pour le bien de tous, contre cette réforme des retraites.

La CGT vous rappelle, qu'un employeur doit veiller au bien être de ces agents dicit le code du travail. Or, le duo Macron/Philippe n'a de cesse de casser le statut de la Fonction Publique en augmentant le temps de travail, en gelant le point d'indice, en ayant recours aux contrats précaires pour mieux les museler, en ne respectant pas l'égalité salariale Femmes/Hommes pourtant prévu par la loi depuis de nombreuses années et on pourrait continuer encore longtemps cette liste désastreuse.

Pour toutes ces raisons, la CGT CU et tous leurs camarades présents dans la lutte réaffirment leur détermination et n'ont qu'une seule et unique demande :

LE RETRAIT PUR ET SIMPLE DE CETTE REFORME DES RETRAITES



Merci de nous avoir écouté.